

04.09.2018 – 17:18 Uhr

La commission du Conseil des Etats veut plus de travail gratuit, de burn-outs et de travail du dimanche

Bern (ots) -

La commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E) n'en démord pas : après presque deux ans et demi de délibérations, elle a envoyé en consultation les dangereuses initiatives parlementaires Graber et Keller-Sutter en les approuvant. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses condamne ces décisions politiques détériorant la loi sur le travail. La mise en oeuvre de ces initiatives détériorerait la loi sur le travail pour les travailleurs et travailleuses, jusqu'à 40 pourcent d'entre-eux pourraient être concernés.

L'approbation des initiatives parlementaires du Conseiller aux Etats PDC Konrad Graber et de la Conseillère aux Etats PLR Karin Keller-Sutter par la CER-E peut concerner jusqu'à deux millions de travailleurs et travailleuses. Les nouvelles dispositions lèveraient les dispositions matérielles de la loi sur le travail et les spécialistes et supérieurs hiérarchiques ne seraient plus soumis à l'enregistrement du temps de travail. « Par ailleurs, la protection de la santé serait mise en danger, la pression pour faire du travail gratuit augmenterait massivement tout comme le travail du dimanche. On ouvrirait ainsi la porte à l'exploitation des travailleurs et travailleuses », indique Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse et Conseiller national. Il s'agit là d'un signal dangereux au vu de la pénurie de personnel qualifié qui se fait aiguë.

A l'occasion de l'ouverture de la consultation, Travail.Suisse répète sa position sans équivoque. On défendra la protection de la santé des travailleurs et travailleuses par tous les moyens. La pression exercée sur les supérieurs hiérarchiques se répercutera sur les autres travailleurs. Selon le « Baromètre conditions de travail » de Travail.Suisse, les travailleurs et travailleuses souffrent fortement déjà aujourd'hui du fait qu'ils peuvent de moins en moins aménager leur temps de travail - ce qui a des répercussions sur la vie privée et en particulier sur la conciliation entre la vie professionnelle et familiale. La flexibilité ne peut être à sens unique pour le profit des entreprises. Cela deviendrait tout-à-coup trop simple d'exploiter les travailleurs et travailleuses pour leurs intérêts économiques. La flexibilisation croissante oblige vraiment à enregistrer le temps de travail, si l'on veut éviter du travail effectué gratuitement.

Les deux interventions sont un cocktail dangereux pour les travailleurs et travailleuses en Suisse. Le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich le dit clairement : « Nous allons avec nos fédérations membres et en collaboration avec d'autres organisations de travailleurs et travailleuses remuer ciel et terre pour stopper les plans de la CER-E. »

Contact:

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, 079 287 04 93

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100819430> abgerufen werden.